où était le parti

Ce texte a été écrit par un groupe de militants du Parti dans les premiers jours de la crise de mai. La grève n'avait pas encore pris toute son ampleur, ni la direction du Parti, donné toute sa mesure. Poussée par un mouvement irrésistible de la classe ouvrière, elle avançait alors timidement le mot d'ordre de « gouvernement populaire » dont l'ambiguité permettait de réserver l'avenir. Elle lançait le 21 mai l'opération « Comité d'action pour un gouvernement populaire », opération maintenant périmée : la ligne aujourd'hui (4 juin) est de transformer ces comités en comités de soutien aux candidats du Parti, et surtout de ne pas en créer là où il n'en existe pas encore, c'est-à-dire presque partout.

Autrement dit, même notre direction ne pouvait nier que la grève n'avait pas seulement pour objectif la satisfaction de revendications immédiates, mais qu'elle posait en clair le problème du pouvoir. Et en fait, 10 millions de grévistes dans les usines occupées, quelle formidable négation de la légalité bourgeoise !

La direction du Parti a délibérément troqué cette mobilisation unique dans l'histoire de la classe ouvrière, contre la perspective d'élections organisées par le régime, dans l'espoir fou que 10 millions de grévistes donneront peut être 6 millions de voix aux élections. L'aspect essentiel du mouvement, ce qui en faisait le caractère révolutionnaire est escamoté : la volonté de balayer l'autorité des patrons, des flics, du gouvernement, l'extraordinaire libération de la classe ouvrière qui en occupant les usines prend conscience de la possibilité de se diriger elle-même, tout ça doit rentrer dans l'ordre. Camarades, c'est parlementairement qu'on écrasera ce régime qui n'a jamais tenu compte de l'existence du parlement. Tout le monde au travail le plus vite possible : les ouvriers dans les usines, les professionnels de la politique au parlement. Telle est une politique responsable, la seule véritablement révolutionnaire, dirait Waldeck. De Gaulle annonçait l'épreuve de force : le B.P. s'est dégonflé. Le 29 mai le B.P. constatait la mobilisation massive des travailleurs pour la satisfaction de leurs revendications et pour « une politique de progrès social et de démocratie ».« Il est temps que De Gaulle s'en aille, telle est l'exigence populaire » affirmait péremptoirement Andrieu. Deux jours plus tard : « La réaction des travailleurs au discours de De Gaulle est nette : il faut satisfaire nos revendications », constatait le même B.P. en engageant les militants à préparer les élections. Entre temps, De Gaulle avait parlé.

Maintenant, la classe ouvrière cesse le combat en ordre dispersé. Le mouvement de masse d'ampleur inégalée avait pour objectifs les revendications de l'ensemble des travailleurs, notamment l'abrogation des ordonnances. Il n'a obtenu que des accords partiels, acquis secteur par secteur : moins que les accords Matignon. Ce, non pas à cause de la force du régime, mais à cause des fautes de la direction du P.C.. Nous analyserons dans une prochaine brochure l'ensemble de la politique du Parti durant cette période, comme nous avons analysé la politique de soutien à Mitterand dans « Où va le Parti ? ». Pour les communistes dans le Parti, la lutte doit continuer, et dans des conditions assez différentes maintenant. Il est à craindre une répression brutale de l'appareil contre les militants critiques, dans la période de reflux du mouvement, mais ce n'est que la conséquence du poids que peut prendre maintenant dans le Parti la critique de gauche de la politique réformiste et aventuriste de nos dirigeants. Au cours du mouvement, des cellules, des sections entières se sont prononcées contre cette politique capitularde, contre la démission du Parti de son rôle d'avant-garde.

La direction n'a plus le droit de parler au nom de tout le Parti, de masquer, parce qu'elle dispose du monopole de l'expression politique, les remous profonds qu'a suscités et suscitera encore l'expérience unique que nous vivons.

Camarades, si vous pensez qu'il est temps maintenant que les communistes s'expriment, faites-le.

Paris, le 4 juin 1968

QUAND LE GAUCHISME S'EMPARE DES MASSES ...

Le 3 mai, quelques dizaines de provocateurs gauchistes, qui « objectivement font le jeu du pouvoir », sont arrêtés dans la cour de la Sorbonne.

Sans doute en avait-on laissé courir quelques-uns : le jour même commence l'escalade de la provocation gauchiste « irresponsable » et de la répression policière. En quelques jours, les provocateurs deviennent des dizaines de milliers de manifestants étudiants, enseignants et jeunes travailleurs. Il faut se rendre à l'évidence : les gauchistes, isolés des masses, ont déclenché la plus formidable mobilisation de masse qu'on ait jamais vue en France dans le milieu universitaire. Après une nouvelle « provocation » — la nuit des barricades — ils emportent la victoire : le gouvernement cède sur tous les points.

Plus, l'ampleur de cette lutte suscite des réactions profondes dans la grande masse des travailleurs qui y voient le début de la chute du gaullisme. Le 1er Mai, moins de cent mille manifestants répondent à l'appel de la C.G.T. pour la traditionnelle promenade République-Bastille. Le 13 Mai, c'est un million de travailleurs qui descendent dans la rue, non seulement pour proclamer leur solidarité avec les étudiants, mais encore pour affirmer leurs revendications propres. Pour tous, il est clair que c'est le régime qui est en question : l'exemple des étudiants montre qu'on peut faire reculer le pouvoir. Depuis, la lutte s'amplifie : occupation permanente des Facultés par les étudiants et surtout il y a la relance des luttes ouvrières. Après la Sorbonne, le drapeau rouge flotte sur les usines de Sud-Aviation, puis sur Renault, puis sur des centaines d'autres. Le régime est ébranlé ; ce qu'il doit affronter maintenant ce ne sont plus des débats parlementaires stériles et réglés d'avance sur la publicité à l'O.R.T.F., mais l'arme suprême du prolétariat : la grève illimitée avec occupations d'usines.